

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > À gauche (France) > Histoires, bios et militant.es à gauche (France) > **Le PSU 1960-1989 : retour sur une histoire achevée....**

Cinquantenaire

Le PSU 1960-1989 : retour sur une histoire achevée....

mercredi 21 juillet 2010, par [VESSILLIER Jean-Claude](#) (Date de rédaction antérieure : 1er avril 2010).

De 1960 à 1989, le Parti socialiste unifié (PSU) a tenté de rassembler des militants et des courants qui se situaient en rupture aussi bien avec le stalinisme qu'avec la social-démocratie.

À l'occasion du cinquantenaire de la fondation du PSU, *Tout est à nous ! la Revue* revient sur cet épisode de l'histoire mouvementée de la gauche critique en France, à travers les contributions de Jean-Claude Vessillier et de Jean-Jacques Boislaroussie.

Jean-Claude Vessillier a participé aux activités de la « tendance marxiste-révolutionnaire » du PSU. En 1972, avec deux cents militants de ce courant, il a rejoint la Ligue communiste. Il est aujourd'hui membre du NPA.

Le PSU est une histoire déjà ancienne de la deuxième moitié du siècle dernier. Créé en 1960, il a vécu moins de quarante ans puisque, geste rare dans la vie des mouvements politiques, il s'est auto-dissout en 1989. Il n'empêche qu'il continue d'être cité lors de controverses actuelles, tant comme le repoussoir d'un parti aux multiples tendances, qu'avec la nostalgie d'un cadre relativement « unitaire » englouti.

Parmi les nostalgiques de ce passé bien révolu, on ne se serait pas attendu à trouver... Lutte ouvrière. Pourtant, à l'occasion de la création du NPA, la revue Lutte de Classes écrivait : « *s'il se formait un regroupement de tous ceux qui contestent tel ou tel aspect de la société capitaliste à la gauche d'un Parti socialiste ouvertement au service de l'ordre capitaliste, à la manière de ce que le PSU a pu représenter pendant les années de la guerre d'Algérie et autour de 1968, cela serait plutôt positif pour la vie politique française* ».

C'est à l'occasion de deux situations de crise extra-parlementaire - la guerre d'Algérie et la période autour de Mai 68 - que le PSU a été le plus influent. En ces deux moments, il a su accompagner des mouvements de protestation radicaux ; il n'a pas contribué, comme le PCF et les directions syndicales, toutes centrales confondues, à les freiner. Mais il n'a pas transformé ces essais. Parce qu'un mouvement politique se juge d'abord sur ses orientations lors des crises les plus aiguës, le PSU ne peut être rangé simplement dans la catégorie de la social-démocratie, quels que soient les itinéraires de la plupart de ses dirigeants. Dissolvant leur parti, ce qui restait de militants du PSU ont entériné, en 1989, un échec. Mais il y en a assez de ne raconter l'histoire que du point de vue des vainqueurs. Ce qu'il convient d'analyser, ce sont les contradictions, les espoirs déçus ou trahis et

la tension permanente entre intégration dans le jeu politique institutionnel et accompagnement des mouvements sociaux.

Il était une fois aux origines du PSU...

Le PSU est né en 1960 de la fusion de trois organisations bien différentes : le Parti socialiste autonome (PSA), l'Union de la gauche socialiste (UGS) et Tribune du communisme. 1960, c'est en pleine guerre d'Algérie, deux ans après le coup d'État militaire du général De Gaulle instituant la V^e République. Le PSU regroupa environ 15 000 adhérents au moment de sa création pour se stabiliser ensuite aux environs de 10 000, à l'exception de quelques années autour de 1968.

Le PSA provient d'une scission de la SFIO, le parti socialiste de l'époque, qui avait directement mené la guerre d'Algérie, y envoyant le contingent et autorisant la pratique de la torture par les parachutistes. La participation de Guy Mollet (dirigeant de la SFIO) au gouvernement sous De Gaulle fut l'événement déclencheur de cette scission : plusieurs députés, des anciens ministres et même un ancien président du Conseil non SFIO (Mendès France), en tout 8 000 adhérents. Ses dirigeants et ses militants se recrutaient parmi les enseignants, la fonction publique et les professions libérales. Les ouvriers y étaient rares et les quelques restes d'implantation populaire, souvent clientéliste, de la SFIO n'étaient pas au rendez-vous.

Le groupe Tribune du communisme était aussi partie prenante de cette fusion. Cette présence témoignait de l'importance accordée au Parti communiste, principal parti à l'époque organisant la classe ouvrière. Ce groupe était composé d'anciens membres du PCF dont la référence commune était leur rupture avec le stalinisme. Mais cela ne suffit pas à définir une orientation politique, ce que la suite de leur histoire dispersée prouve largement.

La rencontre entre marxistes et chrétiens

Parmi les constituants du PSU, il y avait aussi l'Union de la gauche socialiste, l'UGS. On y retrouvait d'anciens militants trotskistes qui demeuraient partisans d'une transformation révolutionnaire de la société, ainsi que des groupes et militants de culture politique marxiste et/ou marqués par la lutte contre le colonialisme.

Mais l'UGS provenait aussi d'une fusion avec une organisation chrétienne, le Mouvement de libération du peuple (MLP). Ce bout de l'histoire du mouvement ouvrier fait partie des séquences disparues. Le MLP était issu en ligne directe d'un mouvement catholique, le Mouvement populaire des familles dont le journal *Monde ouvrier* était diffusé jusqu'à 100 000 exemplaires. Il se délimita comme organisation politique au travers de scissions et d'une rupture avec la hiérarchie catholique. En France, le contexte politique global était celui où le principal parti de la droite bourgeoise était le Mouvement républicain populaire (MRP). Ce parti démocrate-chrétien comptait parmi ses membres les meneurs de la guerre coloniale en Indochine, mais aussi l'abbé Pierre qui fut député de ce parti de la droite cléricale.

Autre singularité : l'investissement prioritaire de ce courant au sein de la CGT, suivi d'un autre clivage entre ceux qui de la CGT adhèrent au PCF, et le courant maintenu du MLP qui, au moment du stalinisme triomphant, préserva son autonomie vis-à-vis du PCF. Le « point gauche » maximum de leur itinéraire fut le PSU des années 1960 et 1970. Ni héritage ni mémoire : de cette culture politique, l'histoire « officielle » ne retient que le parcours « respectable », de la CFTC devenue CFDT recentrée.

Avec ce passé originel (!), il en découla, mais ultérieurement, l'intégration au PSU d'autres militants et dirigeants CFTC qui allaient créer la CFDT. De ce point de vue, les années 1960 du PSU furent

celles d'un sas permettant l'intégration de travailleurs chrétiens [1] dans l'espace de la social-démocratie.

Le creuset de la lutte contre la guerre d'Algérie

Il n'y aurait probablement pas eu de fusion, même momentanée, entre des courants aussi multiples si un contexte externe, en l'occurrence la lutte contre une guerre coloniale, ne l'avait contrainte

Alors que l'extrême gauche révolutionnaire et des militants anticolonialistes s'engageaient politiquement et pratiquement, en soutien à l'insoumission des appelés et au FLN, le PSU fut le seul des partis politiques à dimension institutionnelle à être impliqué dans ce débat. Qu'un parti naissant comme le PSU et abritant une cohorte d'anciens ministres SFIO voit plus du tiers de ses membres se prononcer pour le soutien à l'insoumission des jeunes appelés est emblématique de ce que devint le PSU. Un partage des tâches était toléré de part et d'autre : au sommet, les questions de débouché politique, à la base un certain enracinement dans les luttes, aux côtés - sans s'y confondre... - des secteurs les plus radicaux .

Dans un contexte encore marqué par l'influence très largement majoritaire du PCF parmi les ouvriers et les travailleurs, la composition sociale du PSU traduisait un centre de gravité tourné vers les couches salariées les plus qualifiées et l'encadrement de la fonction publique. Il s'agissait alors de secteurs qui bénéficiaient le plus des retombées de la croissance économique de cette période. Socialement, ils ne supportaient pas l'autoritarisme, dans la société comme dans l'entreprise. Mais c'étaient aussi des vecteurs possibles d'une intégration aux projets de rénovation du capitalisme : la trajectoire ultérieure d'un Michel Rocard en témoigne.

Le nouvel essor du PSU autour de 1968

C'est une nouvelle crise sociale qui donna un nouvel essor, momentané mais réel, au PSU. Et pas n'importe quelle crise sociale, mais la grève générale de mai 68 !

Depuis 1967, le PSU était le parti qui dirigeait l'Unef, un syndicat étudiant affaibli par rapport aux grandes heures de la guerre d'Algérie mais qui disposait encore de relais d'action militants. Vis-à-vis des millions de travailleurs grévistes, le PSU était plus en situation d'être diffuseur de mots d'ordre que de possible dirigeant. Mais il s'est mis au service des mobilisations et se posa de façon embryonnaire la question du débouché politique à la grève générale

Cette posture tranchait avec les politiques du Parti communiste et des regroupement préparant le nouveau Parti socialiste de Mitterrand. Le PSU apparaissait dans le « mouvement de 1968 ».

La sensibilité aux mouvements sociaux extra-parlementaires

Par delà les crises, quelques traits constitutifs du PSU dès son origine ont continué de rythmer son activité.

Le mot d'ordre d'autogestion fut ainsi, pendant les années post 68, la carte d'identité du PSU. Ce mot d'ordre trouvait ses racines dans les premières « coopératives de production » du mouvement ouvrier. Son début d'application en Yougoslavie avait beaucoup marqué les plus anciens des militants du PSU, comme d'ailleurs les écrits d'intellectuels marxistes, parmi lesquels Ernest Mandel. L'après-Mai 68 réactualisa l'intérêt pour ces prises de position dont le PSU se fit le porte drapeau.

Le « baptême » de la lutte coloniale contre la guerre d'Algérie s'est prolongé dans une activité

internationale prenant l'anti-impérialisme comme boussole et maintenant une indépendance constante vis-à-vis des mouvements sous influence stalinienne. C'est pourquoi il y a encore, et jusqu'à aujourd'hui, une réelle continuité militante de plusieurs décennies, depuis les activités de solidarité avec le Vietnam et l'Amérique latine jusqu'aux mobilisations pour la Palestine.

La sensibilité aux « mouvements sociaux » - comme on dirait aujourd'hui - a été telle que, dans l'immédiat après-Mai 68, tout un courant du PSU décrivait la fin de la forme parti pour préférer le chemin d'un « mouvement politique de masse ».

Le PSU se fit ainsi le haut-parleur du mouvement des « paysans travailleurs » avec l'un de ses principaux animateurs, Bernard Lambert. Son engagement dans le PSU participait de sa volonté de trouver un débouché politique à une action de masse entraînant les « paysans travailleurs » - à l'origine de l'actuelle Confédération paysanne - au côté de la classe ouvrière.

Les différenciations politiques internes suscitaient au sein du PSU l'émergence de courants politiques trouvant leurs références dans les multiples courants d'extrême gauche, qu'ils soient marxistes révolutionnaires ou maoïstes. Ce fut davantage, entre 1969 et 1972, un lieu de débats et de confrontations que le lieu de construction d'un courant politique.

L'endroit et l'envers de la « fin de partie » du PSU

Les projets politiques de Michel Rocard, son secrétaire national, étaient contradictoires avec ceux des militants et militantes du PSU engagés dans la grève générale et ses suites. Son départ minoritaire du PSU en 1974 pour le Parti socialiste de François Mitterrand jouait le même film que celui qui avait vu la majorité des premières directions du PSU partir vers l'espace recomposé de la social-démocratie

En 1972, la minorité du courant marxiste-révolutionnaire du PSU qui le quitta pour rejoindre la Ligue communiste, proclamait : « En finir avec le PSU ». C'était bien péremptoire ! Deux événements allaient dans les années suivantes jalonner la fin de l'histoire du PSU, l'endroit et l'envers d'un parcours politique

Ce fut d'abord la grève et l'autogestion de Lip à Besançon en 1973 : l'expérience la plus aboutie, en France, pendant les trente dernières années, d'une véritable autogestion ouvrière. Le rappel tout simple des faits indique que le principal animateur de cette lutte exemplaire, Charles Piaget, appartenait au PSU. Mais, pour Edmond Maire et Michel Rocard, leur réintégration dans les dispositifs de Mitterrand valaient bien le sacrifice de l'ouvrier Piaget : ils bloquèrent la tentative d'en faire un candidat unitaire à l'élection présidentielle de 1974.

Mais la véritable fin politique du PSU, avant son auto-dissolution, fut marquée par la participation au gouvernement de François Mitterrand en 1983, c'est-à-dire après le premier « tournant de la rigueur ». La majorité du parti entérina ce choix.

Après cet épisode, le rendez-vous avec une écologie politique radicale, pourtant dans les bagages du PSU, fut manqué. Et, il n'y eut pas de renaissance d'un « nouveau PSU ».

Jean-Claude Vessilier

1. Dans une interview publiée par *Critique communiste* n° 187 (juin 2008), l'un des animateurs de l'Union 68 et futur responsable du NPA revient sur ce courant d'origine chrétienne et sur son influence sur Charles Piaget.

DATES REPÈRES POUR SUIVRE L'ITINÉRAIRE DU PSU

1954 Début de la guerre d'Algérie le 1^{er} novembre.

1956 La SFIO au gouvernement et vote des députés du PCF pour les pouvoirs spéciaux donnés à l'armée.

1956 La révolution hongroise écrasée par l'armée russe.

1958 Coup d'État en Algérie qui permet l'arrivée du général De Gaulle au pouvoir.

1958 Scission de la SFIO qui donne naissance au Parti socialiste autonome (PSA).

1960 Fondation du PSU (fusion du PSA, de l'Union de la gauche socialiste et de Tribune du communisme).

1962 Fin de la guerre d'Algérie, en mars 1962.

1963 Grève des mineurs qui refusent une réquisition gouvernementale. Première manifestation ouvrière massive d'opposition au gouvernement De Gaulle.

1964 La CFTC se « déconfessionnalise » pour devenir la CFDT.

1965 Candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle. Soutien « autonome » du PSU.

1967 Élection de Michel Rocard comme secrétaire national du PSU.

1967 Direction de l'Unef assurée par les étudiants du PSU.

1968 Mouvement étudiant et grève générale de 10 millions de travailleurs. « Pouvoir ouvrier, Pouvoir paysan, Pouvoir étudiant » sont les mots d'ordre du PSU.

1969 Démission du général De Gaulle. Michel Rocard, candidat à l'élection présidentielle pour le PSU : 3, 6%.

1971 Candidatures communes PSU-Lutte ouvrière-Ligue communiste lors des élections de cette année-là.

1972 Départ du PSU de courants d'extrême gauche dont 200 militants pour la Ligue communiste (prédécesseur de la LCR).

1972 Signature du programme commun de gouvernement entre le PS, le PCF, les Radicaux de gauche et sans le PSU.

1973 Grève autogérée à Lip.

1974 Assises pour le socialisme. Des responsables syndicaux (CFDT) et quelques dirigeants minoritaires du PSU, dont Michel Rocard, rejoignent le Parti socialiste de François Mitterrand.

1981 Élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Huguette Bouchardeau candidate pour le PSU (1, 1%). Gouvernement PS avec ministres du PCF.

1983 Tournant vers la « rigueur ». Première participation (Bouchardeau) du PSU à un gouvernement.

1985 Départ minoritaire des partisans de la participation au gouvernement.

1988 Participation du PSU à la campagne présidentielle de Pierre Juquin.

1990 Auto-dissolution du PSU après une séparation entre ceux qui rejoignent les Verts et ceux qui sont à l'origine des « Alternatifs ».

P.-S.

* Paru dans la Revue TEAN 9 (avril 2010).